

## Alberta : horizon 2019–2020

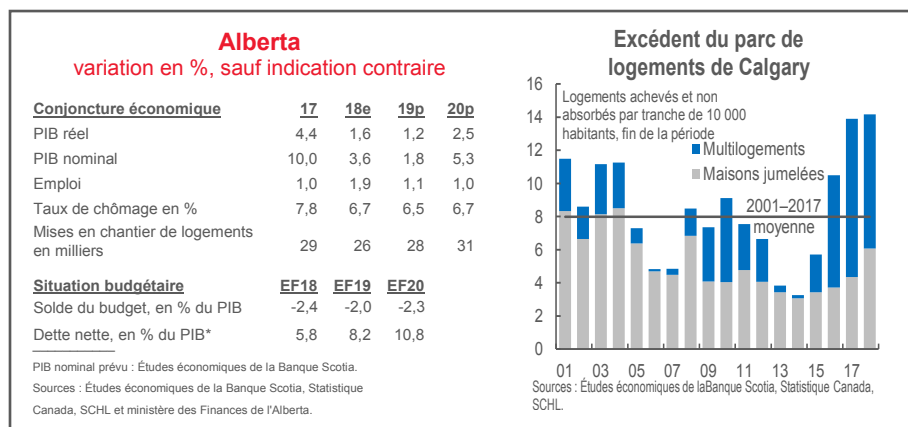
L'incertitude qui pèse sur le secteur de l'énergie continuera de ralentir les perspectives économiques de l'Alberta. Même si les contingents de production pétrolière du gouvernement, adoptés pour freiner la baisse des cours du Western Canadian Select, ont été abaissés, nous nous attendons toujours à ce que la politique rogne au moins un point de pourcentage sur la croissance cette année. Depuis que les contingents ont été annoncés, les cours ont augmenté; pourtant, les retards dans l'aménagement de l'oléoduc de la Ligne 3 pèseront probablement sur les différentiels en 2020. En évoquant la léthargie de la conjoncture de l'investissement, l'entreprise qui finance un projet de sables pétrolifères in situ de 2,6 G\$<sup>1</sup> — ce qui était une bonne nouvelle dans une conjoncture d'investissement par ailleurs atonique — a réduit le rythme de l'évolution de l'activité. Nous prévoyons que la croissance rebondira à 2,5 % environ en 2020; or, la viabilité des grands projets du secteur de l'énergie — de plus en plus mise en doute dans la foulée de la volatilité des cours du pétrole et en raison de l'accroissement de la concurrence exercée par le pétrole de schiste américain — sera essentielle pour maintenir ce rythme par la suite.

D'autres investissements devraient, dans une certaine mesure, étayer la croissance en 2019-2020. Les travaux portant sur trois établissements pétrochimiques dont la valeur combinée est de 10 G\$ se déroulent à l'heure actuelle ou sont approuvés dans le cadre du *Programme de diversification pétrochimique* de l'Alberta. On estime qu'à Calgary, le financement par capital de risque a progressé de plus de 20 % en 2018 pour atteindre un sommet depuis six ans, même s'il s'est ralenti considérablement dans le deuxième semestre de l'année écoulée. L'usine de transformation de la pomme de terre de 360 M\$, dont la construction a été lancée l'an dernier à Lethbridge, devrait ouvrir ses portes en 2019, ce qui devrait relancer la production et les exportations du secteur manufacturier.

Comme tant de centres dans les provinces canadiennes qui produisent plus de pétrole qu'elles n'en importent, les villes albertaines sont aux prises avec l'excédent du parc de logements accumulé depuis la correction des prix des produits de base. À Calgary, les logements achevés et non absorbés par habitant se sont chiffrés à plus de 77 % par rapport à leur moyenne à long terme à la fin de 2018 (cf. le graphique). Ce chiffre a aussi été élevé à Edmonton, et dans les deux villes, les taux d'inoccupation des logements locatifs ont été supérieurs à 6 % en 2018, ce qui signifie que le parc de logements locatifs surclasse nettement la demande. On ne s'attend pas à ce que les prix et la construction de logements augmentent considérablement tant que cet excédent ne sera pas absorbé — situation qui devrait perdurer puisque l'Alberta est appelée à garder un rythme plus discret de croissance cette année.

### RENSEIGNEMENTS

**Marc Desormeaux, économiste, Provinces**  
 416.866.4733  
 Études économiques de la Banque Scotia  
[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)



<sup>1</sup> Chiffres exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire

**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

Les provinces	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
<b>PIB réel</b>												
2000-17	2,1	2,4	1,8	1,3	1,2	1,8	2,0	2,3	2,0	2,8	2,7	
2017	3,0	0,9	3,5	1,5	1,8	2,8	2,8	3,2	2,2	4,4	3,8	
2018e	1,8	-0,8	1,9	1,2	1,0	2,1	2,2	1,6	1,4	1,6	1,9	
2019p	1,6	1,3	1,5	1,0	0,8	1,7	1,7	1,6	1,6	1,2	2,4	
2020p	2,1	0,9	1,1	0,9	0,9	1,7	1,7	1,5	1,7	2,5	3,5	
<b>PIB nominal</b>												
2000-17	4,3	5,6	4,2	3,3	3,4	3,7	3,9	4,4	5,4	5,9	4,7	
2017	5,6	4,3	4,8	2,9	4,3	5,0	4,1	5,4	4,8	10,0	6,9	
2018e	3,6	2,4	3,7	3,0	2,8	4,2	3,4	3,4	3,4	3,6	3,9	
2019p	2,6	2,3	3,4	2,7	2,4	2,2	2,3	3,4	3,5	1,8	4,3	
2020p	4,6	4,3	3,1	2,9	2,6	3,8	4,0	3,4	4,4	5,3	6,5	
<b>Emploi</b>												
2000-17	1,4	0,6	1,1	0,6	0,4	1,3	1,3	1,0	1,1	2,2	1,5	
2017	1,9	-3,7	3,1	0,6	0,4	2,2	1,8	1,7	-0,2	1,0	3,7	
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1	
2019p	1,6	1,3	1,0	1,5	0,5	1,2	1,9	1,3	1,2	1,1	2,2	
2020p	0,7	0,0	0,7	0,2	0,2	0,6	0,7	0,6	0,6	1,0	1,0	
<b>Taux de chômage (%)</b>												
2000-17	7,1	14,3	11,1	8,8	9,5	7,9	7,0	5,1	5,0	5,3	6,5	
2017	6,3	14,8	9,8	8,4	8,1	6,1	6,0	5,4	6,3	7,8	5,1	
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7	
2019p	5,7	12,6	9,3	6,9	8,0	5,3	5,7	5,8	5,8	6,5	4,5	
2020p	5,9	12,5	9,4	7,0	8,0	5,5	5,8	5,8	5,9	6,7	4,7	
<b>Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)</b>												
2000-17	200	2,5	0,8	4,3	3,4	44	72	5,2	5,2	34	29	
2017	220	1,4	0,9	4,0	2,3	46	79	7,5	4,9	29	44	
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41	
2019p	202	1,3	0,8	3,9	1,8	43	73	6,1	4,2	28	39	
2020p	200	1,4	0,8	3,8	2,0	41	72	6,1	5,0	31	37	
<b>Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)</b>												
2000-17	1 657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180	
2017	2 041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235	
2018	1 984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217	
2019p	1 930	30	8	48	35	430	826	60	48	220	225	
2020p	1 900	30	8	47	34	420	810	55	48	215	233	
<b>Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)</b>												
2017	-19 000	-1 148	-1	151	-117	2 361	-991	-764	-1 218	-10 784	2 737	
2018	-19 000	-911	75	230	67	2 622	-3 700	-695	-303	-8 023	301	
2019e	-14 900	-522	14	28	5	2 500	-11 736	-470	-348	-6 930	374	

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.